

à M. Fenech, Président
MIVILUDES
13, rue Vaneau
75007 Paris
France

Le 23 Avril 2012
Recommandée

Monsieur,

Je suis un citoyen canadien, président et chef de la direction de la Fondation Essenia.

La Fondation Essenia est une église chrétienne-essénienne constituée en vertu de la «Loi Sur Les Corporations Religieuses» du Québec (L.R.Q., chapitre C-71). Elle est reconnue comme œuvre de bienfaisance depuis le 13 avril 2006 par l'Agence du Revenu du Canada (numéro d'enregistrement : 859930364RR0001).

Je viens de découvrir votre rapport 2010 à M. François Fillon, Premier Ministre de la France. Aux pages 84 et 85 de ce rapport, vous faites référence à la Fondation Essenia.

Vous écrivez notamment : « Le mouvement des Esséniens ou Fondation Essénia (...) poursuit de multiples activités associatives et commerciales à partir d'un message doctrinal fondé sur des thèses apocalyptiques. Ce mouvement s'appuie sur une doctrine s'orientant vers une mouvance syncrétique, eschatologique à tendance apocalyptique et ésotérique de type New Age. (...) La vigilance à l'égard de ce groupe est motivée par l'utilisation de thématiques New Age multiples, empreintes de références à des théories de fin du monde et de thèmes ufologiques. (...) Ce mouvement prophétise la fin du monde pour le 21 décembre 2012, date du solstice d'hiver. »

En tant que Président du Conseil d'Administration de la Fondation Essenia, je m'oppose vigoureusement à vos assertions et tiens à apporter les précisions suivantes :

- Contrairement à ce que vous avancez, la Fondation Essenia n'enseigne, ne défend ni ne promouvoit aucune doctrine fondée sur des « thèses apocalyptiques » ni sur des « thèmes ufologiques ». Nous ne prophétisons absolument pas « la fin du monde pour le 21 décembre 2012 » comme vous le prétendez (ni à aucune autre date d'ailleurs).

Ces affirmations, gratuites, sont totalement dénuées de fondement ; elles ne sont que le pur fruit de l'imagination de vos services. Je me demande d'ailleurs comment de telles erreurs peuvent paraître dans un rapport officiel de votre organisme à Monsieur le Premier Ministre de la France.

- La Fondation Essenia est une église chrétienne-essénienne, une tradition ancestrale qui a notamment pour fondements la parole des Evangiles et de Jésus Christ. Notre église est reconnue au Canada, aux USA et en Hollande. Le pasteur Olivier Martin (dont le nom d'écrivain est Olivier Manitarà) n'est qu'un représentant parmi d'autres de notre tradition.

- Soucieuse du respect des lois, des droits fondamentaux de chaque individu et de la préservation de valeurs humaines indispensables à la vie sur terre telles que le respect, la fraternité et la sagesse, la Fondation Essenia condamne sans réserve et sans ambiguïté les pratiques contraires à la dignité humaine, à l'intégrité des personnes et à la propriété des biens. Elle œuvre de façon paisible en s'interdisant toute manifestation susceptible de porter atteinte à l'ordre public ou à l'autorité de l'État.

- La Fondation Essenia n'est pas ce que vous appelez une « secte ». Nos membres sont en tout temps entièrement et parfaitement libres de quitter notre église ou nos enseignements, sans être inquiétés de quelque manière que ce soit. Nous n'imposons jamais à nos membres un dogme ou une pensée unique, et respectons la pluralité des croyances religieuses et philosophiques. Nous ne présentons jamais à nos membres la pensée ou l'œuvre de l'un quelconque de nos représentants comme seule expression de la vérité. Nous n'utilisons aucune méthode de persuasion ou de manipulation pouvant porter atteinte au libre arbitre ou à la volonté de l'individu.

- La Fondation Essenia n'impose aucun mode de vie particulier à ses membres, que ce soit en matière de régime alimentaire ou autre, et ne les engage dans aucune pratique ou spéculation d'ordre sexuel. Elle défend la famille et n'incite aucunement ses membres à rompre avec leur milieu familial ou social. Elle respecte la médecine et encourage ses membres à y avoir recours.

- Héritière d'une tradition millénaire, la Fondation Essenia œuvre dans le seul but de transmettre ses enseignements traditionnels et de promouvoir toutes les valeurs du christianisme authentique : l'amour de l'autre, le respect, la tolérance, le non sectarisme, la non violence, la famille, les droits de l'homme, une société paisible et heureuse. Nous vénérons la liberté individuelle, dans la limite du respect de la Loi et de la liberté d'autrui. Nous incitons nos membres à vérifier par eux-mêmes ce qui leur est enseigné.

- Nous désapprouvons le suicide et condamnons toutes les formes de violence, qu'elles soient individuelles ou collectives. Nous réprouvons l'antisémitisme et l'oppression des minorités quelles qu'elles soient (religieuses, ethniques, raciales, politiques, etc.). Nous prônons une société démocratique et pluraliste, véritable avancée humaine. Nous reconnaissons l'enrichissement que constitue la diversité.

- Nous encourageons nos membres à être des acteurs positifs et bénéfiques pour leur famille, leur entourage, leur travail et la société en général. Nous incitons nos membres à élever leurs enfants dans le non fanatisme, le non sectarisme, l'ouverture à l'autre et au monde, le bonheur et la joie de vivre. Nous condamnons toute infraction aux lois sur la scolarité et l'éducation.

Pour conclure, je suis profondément étonné et interpellé qu'un organisme gouvernemental d'un pays comme la France puisse écrire, sans aucune vérification, de tels mensonges sur notre organisation. Je n'ai jamais été personnellement interrogé par vos services, et à ma connaissance, aucun de nos membres n'a non plus jamais été approché en ce sens.

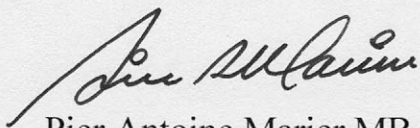
Je suis une personne rationnelle et sensée et je me sens profondément insulté par les affirmations gratuites et loufoques qui figurent dans votre rapport. Avec moi, ce sont nos membres dans le monde entier que vous insultez et discriminez. Sachez que nous ne nous reconnaissons absolument pas dans les propos que vous tenez sur nous.

Je sais que nombre de nos membres français nous ont effectivement fait part d'une spécificité française de lutte contre la liberté de religion et contre la liberté de conscience. Ils nous ont parlé d'un véritable climat de « chasse aux sorcières », aux relents d'inquisition. Je suis aujourd'hui personnellement très triste de constater par moi-même qu'ils disent vrai et que la France ne peut malheureusement plus dire qu'elle est le « pays des droits de l'homme ».

La liberté de religion est un des fondements de la société canadienne, et j'en suis fier. J'espère que par des communications appropriées vous ferez en sorte que vos erreurs soient réparées aux yeux du public français et du monde entier. Dans le cas contraire, vous ne feriez que prouver au monde entier que votre organisme est un odieux instrument de diffamation, d'ostracisme, et même d'incitation à la haine, bafouant les valeurs de la France : « Liberté, Egalité, Fraternité ». N'est-ce pas là le visage du sectarisme que vous êtes pourtant censés combattre ? Est-il aujourd'hui interdit en France de croire en Dieu en dehors des religions « officielles » ?

En l'absence de réponse favorable de votre part, sachez que je confierai le dossier à nos avocats internationaux.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la MIVILUDES, l'expression de mes salutations distinguées.



Pier Antoine Marier MBA, Lse

Président et chef de la direction de la Fondation Essenia

CC :

- Monsieur le Président de la République Française, Nicolas Sarkozy
- Monsieur le Premier Ministre de la France, François Fillon
- Le Très Honorable Stephen Harper, Premier Ministre du Canada
- L'Honorable John Baird, Ministre des Affaires étrangères du Canada, Bureau de la Liberté de Religion
- L'Honorable Marc Lortie, Ambassadeur du Canada en France
- L'Honorable Charles H. Rivkin, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en France
- L'Honorable Suzan Johnson Cook, Ambassador at Large for International Religious Freedom, U.S. State Department
- L'Honorable Heath Shuler, House of Representatives, Congress of the United States, Co-chair of the House International Religious Freedom Caucus
- L'Honorable Trent Franks, House of Representatives, Congress of the United States, Co-chair of the House International Religious Freedom Caucus
- Mme Navanethem Pillay, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Nations Unies
- M. William P. Mumma, President, The Becket Fund for Religious Liberty, USA
- M. Jeffrey J. Teagle, International Association for Religious Freedom, Royaume Uni
- Rev. Orlanda Brugnola Officer Council Office IARF North America New-York USA